

[Text]

• 1115

We are looking down the road perhaps, but fairly soon down the road, at getting local communities involved in this process, as well as provincial and regional bodies. That certainly was the theme of Task Force 2000 and is an essential Canadian theme.

**Mr. Skinner:** I think we got the message this past weekend that we have to walk to talk, and the answer is yes, yes, and yes. Indeed, with Sports Forum II we did our very best to encourage provincial governments, provincial sport organizations, multi and otherwise, to be at the table. Resources were a limiting factor, and forgive me for putting the plug in now, but what governs in part the next stage of the process is our recognition that this is going to cost some money. I'll put it boldly out that if we don't have reasonable support for the process, then it can be inhibited.

We had quite a surprising and excellent participation from the provinces, but it has to be more and better. Yes, yes, and yes, absolutely.

**Ms Barber:** In terms of provincial sport, representatives were there from Prince Edward Island, Saskatchewan, Manitoba, B.C., Ontario, Quebec, and the Council of Provincial Sport Federations themselves.

**Mr. Arseneault:** The document seems to be sort of like a motherhood document. You would have a hard time saying I'm not really for it, or against it, for that matter. It's sort of neutral.

In your section dealing with governments, you talk about a partnership with governments. That sounds nice and should work quite well, but could you go into a little more detail what exactly you mean by that partnership? I know you have a few points outlined here, but what would your goal be? What would be the ultimate end? Is it not a partnership now? What's wrong with it now? Could you give us the status of that partnership now, and what you would like to see in the future?

**Mr. Skinner:** Partnership involves as much style as it does substance and that is an important comment, if I can identify that.

In the history of sport's relationship with government in Canada, federally and provincially, the nature of that relationship has been largely governed by the partner at the table who brings the most dollars to the table. I am going to be candid and frank about that. So everybody's equal, except some are more equal than others.

The sport community has understood that and accepted it, in some cases grudgingly. It has resulted in a relationship which one might describe—maybe I had better qualify this as being an educated opinion—as paternal. I think the community wants to move that from being paternal to consultative or collaborative. It wants to sit down with government and have a fair, reasonable and equal say in the development of policy. The community recognizes and accepts

[Translation]

Dans un avenir assez rapproché, nous aimerions que les collectivités locales et les organismes régionaux et provinciaux participent à ce processus. Voilà qui est certainement le thème du Groupe de travail 2000, et il s'agit essentiellement d'un thème canadien.

**M. Skinner:** Je pense que le week-end dernier, nous avons compris que nous devons marcher pour parler, et la réponse est oui, oui, et encore oui. Effectivement, avec le 2<sup>e</sup> Débat sur le sport, nous avons fait de notre mieux pour encourager les gouvernements provinciaux, les organismes sportifs provinciaux, multi et autres, à participer à la discussion. Les ressources étaient un facteur contraignant, et pardonnez-moi si j'en profite pour faire un petit peu de publicité, mais l'un des éléments très importants de la prochaine étape du processus est le fait que nous reconnaissons que cela va coûter de l'argent. Je dirais même que sans appui financier raisonnable, le processus pourrait ne pas aller de l'avant.

La participation des provinces a été excellente et surprenante, mais cela ne suffit pas. Oui, oui, et oui, absolument.

**Mme Barber:** En ce qui concerne le sport provincial, il y avait des représentants de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Saskatchewan, du Manitoba, de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Québec et du Conseil des fédérations sportives provinciales.

**M. Arseneault:** Il s'agit en quelque sorte d'un document inattaquable. Il serait pas mal difficile de dire qu'on n'est pas vraiment pour, ou qu'on est contre. Le document est plutôt neutre.

Dans la partie du document où il est question des gouvernements, vous parlez d'un partenariat avec les gouvernements. C'est bien beau, et cela devrait bien fonctionner, mais pourriez-vous nous donner un peu plus de détails au sujet de ce que vous entendez exactement par «partenariat»? Je sais que vous y soulignez quelques points, mais quel serait votre but? Quel serait votre objectif ultime? N'est-ce pas un partenariat à l'heure actuelle? Qu'est-ce que vous lui reprochez? Pourriez-vous nous parler du partenariat qui existe à l'heure actuelle et nous dire ce que vous aimeriez voir à l'avenir?

**M. Skinner:** Un partenariat sous-entend autant le style que le fond, et cela est important. Je vous l'explique.

Dans le domaine des sports au Canada par le passé, les rapports avec les gouvernements fédéral et provinciaux ont été en grande partie dominés par le partenaire dont la contribution financière était la plus élevée. Je serai très franc avec vous: tous les partenaires sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres.

La collectivité sportive l'a compris et l'a accepté, dans certains cas à contrecœur. Cela a donc donné un rapport que l'on pourrait qualifier de paternaliste—et je dirais qu'il s'agit d'un point de vue éclairé. Je pense que la collectivité veut passer à un rapport de consultation ou de collaboration. Elle veut jouer un rôle juste, raisonnable et équitable avec le gouvernement dans l'élaboration de la politique. La collectivité reconnaît et accepte ses responsabilités pour ce